



30 ans d'expérience de réserves alimentaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Accra, 7 – 8 décembre 2010

Présentation par Issa Tankari, OPVN

Historique de la mise en place des Réserves alimentaires (1)

1960-75: Naissances des Offices Nationaux

Missions successives des réserves nationales

- Régulateurs de tensions sociales
- Outils de stabilisation des prix (protection des consommateurs et garantie de débouchés pour les producteurs)
- Instrument de secours d'urgence
- Gestion des aides alimentaires

Historique de la mise en place des Réserves alimentaires (2)

Faillite de la plupart des offices au début des 80s et enclenchement du processus des réformes au milieu des années 80

- Suppression ou restructuration des stocks de stabilisation
- Nouvelles missions (gestion du stock national de sécurité, gestion des aides)
- Naissance des Systèmes d'information (SAP-SIM)
- Naissance des dispositifs paritaires (Etats-Donateurs)
- Apparition des réserves financières

Historique de la mise en place des Réserves alimentaires (3)

Difficultés de la gestion paritaire et émergence des stocks d'intervention

- Inadéquation entre structures juridiques et objectifs assignés
- Critères d'intervention vécus comme trop contraignants par les Etats
- Désir de souveraineté et nouvelles attentes que les Etats fondent sur les réserves alimentaires (les missions d'intervention sur les marchés, de soutien à la production)
- Engagement des Etats pour contribuer de manière significative au financement de la sécurité alimentaire

Principaux enseignements tirés (1)

Le succès des réserves alimentaires nationales a été sérieusement entravé par

- L'absence de cohérence entre les stratégies d'intervention et les missions
- Le non respect de principes de gestion clairs et transparents
- L'absence de mécanisme de financement pérennes
- La déconnexion des réserves par rapport aux activités en amont et en aval

Principaux enseignements tirés (2)

Nécessité de respecter le juste milieu entre les préoccupations de coût et de bonne gestion et l'impératif de l'efficacité des réserves:

- Meilleure répartition des réserves entre composante matérielle et composante financière
- Définition des critères plus réalistes pour la mobilisation

Besoin de redéfinir la coopération États-partenaires si les dispositifs paritaires nationaux veulent avoir un avenir.

Principaux enseignements tirés (3)

Le recul des crises graves et généralisé est aussi la conséquence du succès des activités de l'alerte

- Au départ mécanismes sommaires
- Puis meilleure identification des cibles et des interventions

Pour bien anticiper les interventions, les résultats de l'alerte obtenus de manière consensuelle doivent être respectés par tous les acteurs. Ces résultats doivent être l'unique référence pour les acteurs

Coopération régionale pour la sécurité alimentaire

Peu d'expérience jusqu'à aujourd'hui

- 80s: CILSS institutionnalise les rencontres annuelles des offices céréaliers
- 90s: Interruption des concertations et échanges d'information faute de moyen financier

Crise 2007-08: nouvel élan de solidarité régionale

- Adoption des SRP, des SDR, et du cadre stratégique de Réduction de la Pauvreté du CILSS
- Adoption de la PAU (UEMOA) et de l'ECOWAP/PDDAA
- RESOGEST